

AFFAIRE DES MAGISTRATS FAUSSAIRES

Le procès renvoyé à l'année prochaine

Pour la énième fois, le procès en appel de Benyoucef Mellouk, qui devait avoir lieu hier au niveau de la cour d'Alger, est reporté.

Sur décision du président du tribunal M. Tayeb Hellali, le procès de l'affaire des magistrats faussaires a été renvoyé au 4 janvier 2015. C'est pour la troisième fois consécutive que le procès en question est reporté,

soit cinq mois après la décision de la Cour suprême de renvoyer de nouveau l'affaire devant la cour pour être rejugée.

Ce énième report a provoqué la colère du principal mis en cause dans cette affaire. A

l'adresse du président du tribunal pénal, M. Benyoucef Mellouk dira que «ce report a été exigé par la mafia, par ceux qui sont impliqués dans cette affaire de faux moudjahidine et faux magistrats». «C'est une affaire d'un peuple et d'un pays qui a donné les meilleurs de ses enfants pour accéder à son indé-

pendance, cria-t-il de toutes ses forces. Il a fallu l'intervention des proches et des parents pour que ce dernier quitte la salle, en lançant en direction du juge : «Avant cette date du 4 janvier, ils vont me tuer.» Et le magistrat de répondre : «Personne ne te fera du mal.» Cela dit, il est à noter que la partie civile représentée

par Mohamed Djeghaba, ancien ministre des Moudjahidine était présente à l'audience. L'affaire qui avait occupé le devant de la scène médiatique au début des années 1990 est liée à un scandale concernant des faux moudjahidine. Benyoucef Mellouk qui avait mis le scandale au grand jour avait accusé des responsables de l'époque avec «preuves à l'appui» d'avoir «falsifié des documents administratifs pour bénéficier de statut d'ancien moudjahid et d'importantes promotions au sein de l'administration publique».

Suite à cela, l'ancien ministre des Moudjahidine, Mohamed Djeghaba, et Mohamed Salah Mohamedi, ex-ministre de l'Intérieur sous Ghazali, avaient décidé de déposer plainte et se constituer partie civile.

A. Bettache

PROCÈS EN APPEL OPPOSANT LA FAMILLE SADI À SMAÏL MIRA

Renvoyé au 23 novembre

Le procès en appel pour diffamation, opposant la famille du Dr Saïd Sadi à Smaïl Mira a été renvoyé au 23 du mois en cours. La décision a été prise par le président du tribunal pénal, suite à l'absence des mis en cause dans cette affaire. Le procès en appel, faut-il le rappeler, intervient après l'appel interjeté par les différentes parties au

lendemain du verdict prononcé par le tribunal correctionnel de Hussein-Dey.

Le tribunal de première instance avait condamné Smaïl Mira à 20 000 DA d'amende et Hichem Aboud, par défaut, à 100 000 DA. Les deux mis en cause sont condamnés solidairement à verser à chaque membre de la famille la somme de 20 000 DA.

D'autre part, le journal *Ech-Chourouk* est condamné à 20 000 DA d'amende et devra également verser la même somme à chaque plaignant. A l'origine de cette affaire, des propos qualifiés de «diffamatoires» par la famille Sadi proférés, selon l'accusation, à son encontre par l'ex-député Smaïl Mira.

A. B.

À L'INITIATIVE DU CLA

Journée du mécontentement dans l'éducation

Journée de mécontentement aujourd'hui dans le secteur de l'éducation. A l'appel du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), les enseignants vont non seulement débrayer mais également se rassembler devant le siège du ministère de l'Éducation. Au-delà des revendications purement socioprofessionnelles, le syndicat entend dénoncer les conditions qu'il qualifie de «catastrophiques» dans les écoles.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le CLA a choisi le recours à ce qu'il nomme de journée du mécontentement pour attirer l'attention sur la situation qui prévaut dans le secteur et qui, aux dires du syndicat, est loin d'être reluisante.

Au sein des établissements, le syndicat décrit une instabilité due au manque d'encadrement pédagogique et qui a eu pour conséquence un sentiment d'insécurité dans beaucoup d'établissements.

Dans au moins 60 % de ces derniers, le CLA a noté des mouvements de protestation dus essentiellement à la surcharge des classes qui fonctionnent souvent avec plus de 50 élèves.

Le CLA pointe du doigt l'absence totale de volonté de la tutelle de régler de manière définitive les nombreux problèmes en suspens depuis de longues années déjà et déplore la politique de fuite en avant du département de l'éducation. Le syndicat autonome note avec regret que la tutelle emploie un double langage en prônant le dialogue sans vraiment mettre en place de véritables canaux pouvant permettre la résolution des problèmes posés.

Le CLA dénonce également le harcèlement sexuel dont sont victimes les enseignantes de la part non seulement des directeurs d'école mais également de la part d'inspecteurs qui usent de méthodes



Les enseignantes dénoncent le harcèlement sexuel dont elles sont victimes.

peu orthodoxes pour faire pression sur de jeunes recrues. C'est pour toutes ces raisons et en signe de solidarité avec les économes, les syndicats autonomes en attente d'agrément et les syndicalistes sanctionnés pour leur activisme que le CLA a appelé à cette journée du mécontentement.

Le syndicat demande la réouverture du débat autour du statut particulier, la régularisation de la situation des enseignants sanctionnés dans plusieurs wilayas et la mise en place d'une cellule d'écoute autour du harcèlement sexuel au sein des écoles.

N. I.

JUSTICE

Mise en place du «plan individuel de réinsertion» dans les établissements pénitentiaires

Un nouveau mécanisme destiné aux détenus, intitulé «plan individuel de réinsertion», est mis en place à travers l'ensemble des établissements pénitentiaires du pays, a annoncé dimanche à Oran le directeur du Programme d'appui à la réforme du système pénitentiaire, auprès du ministère de la Justice.

Ce nouvel outil a pour objectif de «définir un plan stratégique spécifique à chaque détenu en vue de sa réinsertion sociale», a précisé Slimane Tiabi lors d'un séminaire de formation animé au profit d'une centaine de cadres des établissements pénitentiaires de la région ouest du



Objectif, préparer les personnels en qualité de formateurs.

pays. Cette rencontre, qui s'étend sur trois journées, s'inscrit dans le cadre de «la pérennisation des actions réalisées dans le cadre du programme de coopération entre l'Algérie et

l'Union européenne, clôturé dans sa première phase le 16 juin dernier», a-t-il expliqué.

L'étape en cours s'étend, quant à elle, jusqu'au 14 décembre prochain en consacra-

tion des acquis professionnels obtenus à la faveur des formations précédentes dédiées à quatre thèmes essentiels, à savoir «le plan individuel de réinsertion», «l'intervention en situation de crise dans le domaine de la sécurité», «la déontologie médicale en milieu carcéral», et «l'accueil».

A l'échelle nationale, près de 350 cadres ont bénéficié de la formation autour du plan individuel de réinsertion qui a fait l'objet de deux séminaires régionaux tenus en juin dernier à Alger et la semaine passée à Sétif.

«L'initiative vise également à préparer en qualité de formateurs les personnels qui ont suivi les formations sur ces quatre thèmes durant les contrats relevant de la partie européenne, et ce, en

mobilisant leurs acquis en termes d'ingénierie pédagogique», a fait valoir M. Tiabi.

Animé par des experts algériens, ce séminaire de formation s'est ouvert en présence du président de la cour de justice d'Oran et du procureur général près la même instance.

La signature de la convention de coopération avec l'Union européenne remonte, pour rappel, au 27 juin 2008. Cet accord a permis l'élaboration d'un programme de renforcement de la réforme du système pénitentiaire avec ses trois composantes, à savoir «la réinsertion sociale des détenus», «la formation des personnels» et «la sécurité et le système informatique».

APS